



## ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2023.07.17/845

### Thème : TRAVAUX

**Objet** : Autorisation de travaux délivrée au groupe AZURCONNECT pour des travaux : Audit du réseau existant pour ouverture de chambre télécom – du 20 au 31 juillet 2023 au niveau de l'avenue Adrien Daurelle.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise Groupe AZURCONNECT le 11 juillet 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

### ARRÊTE

**Article 1** : Autorisation de travaux délivrée au groupe AZURCONNECT pour des travaux : Audit du réseau existant pour ouverture de chambre télécom – du 20 au 31 juillet 2023 au niveau de l'avenue Adrien Daurelle.

**Article 2** : Le stationnement de véhicule de chantier est autorisé ainsi que le dépôt de matériaux à proximité du chantier. Durant la durée des travaux, la chaussée sera rétrécie, une gêne ponctuelle pourra être occasionnée et un alternat manuel sera mis en place.

**Article 3** : Le responsable assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

**Article 4** : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur.

**Article 5** : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

**Article 6 :** Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

**Article 7 :** Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

**Article 8 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- Groupe AZURCONNECT.

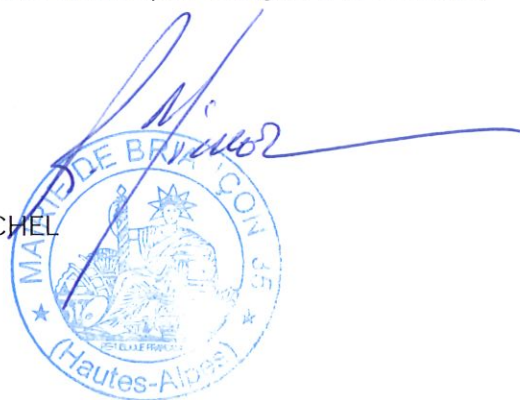
**Article 9 :** Copie sera adressée à :

- le centre de secours principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 17 juillet 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

René MICHEL



Transmis-le :

Notifié le :

20 JUL. 2023



## ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2023.07.17/846

### **Thème : TRAVAUX**

**Objet :** Autorisation de travaux délivrée au groupe AZURCONNECT pour des travaux : Audit du réseau existant pour ouverture de chambre télécom – du 20 au 31 juillet 2023 au niveau de l'avenue de Lattre de Tassigny.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise Groupe AZURCONNECT le 11 juillet 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

### **ARRÊTE**

**Article 1 :** Autorisation de travaux délivrée au groupe AZURCONNECT pour des travaux : Audit du réseau existant pour ouverture de chambre télécom – du 20 au 31 juillet 2023 au niveau de l'avenue de Lattre de Tassigny.

**Article 2 :** Le stationnement de véhicule de chantier est autorisé ainsi que le dépôt de matériaux à proximité du chantier. Durant la durée des travaux, la chaussée sera rétrécie, une gêne ponctuelle pourra être occasionnée et un alternat manuel sera mis en place.

**Article 3 :** Le responsable assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

**Article 4 :** Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation règlementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur.

**Article 5 :** Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation règlementaire.

**Article 6 :** Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

**Article 7 :** Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

**Article 8 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- Groupe AZURCONNECT.

**Article 9 :** Copie sera adressée à :

- le centre de secours principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 17 juillet 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

René MICHEL



Transmis-le :

Notifié le : 20 JUL. 2023



## ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2023.07.17/847

### **Thème : TRAVAUX**

**Objet :** Autorisation de travaux délivrée au groupe AZURCONNECT pour des travaux : Audit du réseau existant pour ouverture de chambre télécom – du 20 au 31 juillet 2023 au niveau de la rue des Fontainiers.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise Groupe AZURCONNECT le 11 juillet 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

### **ARRÊTE**

**Article 1 :** Autorisation de travaux délivrée au groupe AZURCONNECT pour des travaux : Audit du réseau existant pour ouverture de chambre télécom – du 20 au 31 juillet 2023 au niveau de la rue des Fontainiers.

**Article 2 :** Le stationnement de véhicule de chantier est autorisé ainsi que le dépôt de matériaux à proximité du chantier. Durant la durée des travaux, la chaussée sera rétrécie, une gêne ponctuelle pourra être occasionnée et un alternat manuel sera mis en place.

**Article 3 :** Le responsable assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

**Article 4 :** Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur.

**Article 5 :** Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

**Article 6 :** Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

**Article 7 :** Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

**Article 8 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- Groupe AZURCONNECT.

**Article 9 :** Copie sera adressée à :

- le centre de secours principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 17 juillet 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

René MICHEL



Transmis-le :

Notifié le : 20 JUL. 2023



## ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2023.07.17/848

### **Thème : TRAVAUX**

**Objet :** Autorisation de travaux délivrée au groupe AZURCONNECT pour des travaux : Audit du réseau existant pour ouverture de chambre télécom – du 20 au 31 juillet 2023 au niveau de la route de Grenoble.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise Groupe AZURCONNECT le 11 juillet 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

### **ARRÊTE**

**Article 1 :** Autorisation de travaux délivrée au groupe AZURCONNECT pour des travaux : Audit du réseau existant pour ouverture de chambre télécom – du 20 au 31 juillet 2023 au niveau de la route de Grenoble.

**Article 2 :** Le stationnement de véhicule de chantier est autorisé ainsi que le dépôt de matériaux à proximité du chantier. Durant la durée des travaux, la chaussée sera rétrécie, une gêne ponctuelle pourra être occasionnée et un alternat manuel sera mis en place.

**Article 3 :** Le responsable assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

**Article 4 :** Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur.

**Article 5 :** Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

**Article 6 :** Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

**Article 7 :** Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

**Article 8 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- Groupe AZURCONNECT.

**Article 9 :** Copie sera adressée à :

- le centre de secours principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 17 juillet 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

René MICHEL



Transmis-le :

Notifié le : 20 JUIL 2023





## ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2023.07.17/849

### Thème : TRAVAUX

**Objet** : Autorisation de travaux délivrée au groupe AZURCONNECT pour des travaux : Audit du réseau existant pour ouverture de chambre télécom – du 20 au 31 juillet 2023 au niveau de la route des Maisons Blanches.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise Groupe AZURCONNECT le 11 juillet 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

### ARRÊTE

**Article 1** : Autorisation de travaux délivrée au groupe AZURCONNECT pour des travaux : Audit du réseau existant pour ouverture de chambre télécom – du 20 au 31 juillet 2023 au niveau de la route des Maisons Blanches.

**Article 2** : Le stationnement de véhicule de chantier est autorisé ainsi que le dépôt de matériaux à proximité du chantier. Durant la durée des travaux, la chaussée sera rétrécie, une gêne ponctuelle pourra être occasionnée et un alternat manuel sera mis en place.

**Article 3** : Le responsable assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

**Article 4** : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur.

**Article 5** : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation règlementaire.

**Article 6 :** Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

**Article 7 :** Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

**Article 8 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- Groupe AZURCONNECT.

**Article 9 :** Copie sera adressée à :

- le centre de secours principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 17 juillet 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

René MICHEL



Transmis-le :

Notifié le : 20 JULI 2023



## ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2023.07.17/850

### Thème : TRAVAUX

**Objet** : Autorisation de travaux délivrée au groupe AZURCONNECT pour des travaux : Audit du réseau existant pour ouverture de chambre télécom – du 20 au 31 juillet 2023 au niveau de la ruelle de Bramefan.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise Groupe AZURCONNECT le 11 juillet 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

### ARRÊTE

**Article 1** : Autorisation de travaux délivrée au groupe AZURCONNECT pour des travaux : Audit du réseau existant pour ouverture de chambre télécom – du 20 au 31 juillet 2023 au niveau de la ruelle de Bramefan.

**Article 2** : Le stationnement de véhicule de chantier est autorisé ainsi que le dépôt de matériaux à proximité du chantier. Durant la durée des travaux, la chaussée sera rétrécie, une gêne ponctuelle pourra être occasionnée et un alternat manuel sera mis en place.

**Article 3** : Le responsable assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

**Article 4** : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur.

**Article 5** : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

**Article 6 :** Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

**Article 7 :** Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

**Article 8 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- Groupe AZURCONNECT.

**Article 9 :** Copie sera adressée à :

- le centre de secours principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 17 juillet 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

René MICHEL



Transmis-le : **20 JUIL. 2023**  
Notifié le :



## ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2023.07.17/851

### **Thème : TRAVAUX**

**Objet :** Autorisation de travaux délivrée au groupe AZURCONNECT pour des travaux : Audit du réseau existant pour ouverture de chambre télécom – du 20 au 31 juillet 2023 au niveau de la rue des Barbiers.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise Groupe AZURCONNECT le 11 juillet 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

### **ARRÊTE**

**Article 1 :** Autorisation de travaux délivrée au groupe AZURCONNECT pour des travaux : Audit du réseau existant pour ouverture de chambre télécom – du 20 au 31 juillet 2023 au niveau de la rue des Barbiers.

**Article 2 :** Le stationnement de véhicule de chantier est autorisé ainsi que le dépôt de matériaux à proximité du chantier. Durant la durée des travaux, la chaussée sera rétrécie, une gêne ponctuelle pourra être occasionnée et un alternat manuel sera mis en place.

**Article 3 :** Le responsable assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

**Article 4 :** Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur.

**Article 5 :** Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

**Article 6 :** Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

**Article 7 :** Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

**Article 8 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- Groupe AZURCONNECT.

**Article 9 :** Copie sera adressée à :

- le centre de secours principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 17 juillet 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

René MICHEL



Transmis-le : 20 JUL. 2023  
Notifié le :



## ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2023.07.17/852

### Thème : TRAVAUX

**Objet** : Autorisation de travaux délivrée au groupe AZURCONNECT pour des travaux : Audit du réseau existant pour ouverture de chambre télécom – du 20 au 31 juillet 2023 au niveau de la rue des Couteliers.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise Groupe AZURCONNECT le 11 juillet 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

### ARRÊTE

**Article 1** : Autorisation de travaux délivrée au groupe AZURCONNECT pour des travaux : Audit du réseau existant pour ouverture de chambre télécom – du 20 au 31 juillet 2023 au niveau de la rue des Couteliers.

**Article 2** : Le stationnement de véhicule de chantier est autorisé ainsi que le dépôt de matériaux à proximité du chantier. Durant la durée des travaux, la chaussée sera rétrécie, une gêne ponctuelle pourra être occasionnée et un alternat manuel sera mis en place.

**Article 3** : Le responsable assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

**Article 4** : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur.

**Article 5** : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation règlementaire.

**Article 6 :** Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

**Article 7 :** Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

**Article 8 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- Groupe AZURCONNECT.

**Article 9 :** Copie sera adressée à :

- le centre de secours principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 17 juillet 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

René MICHEL



Transmis-le :  
Notifié le : **20 JUIL. 2023**